

# Chambre des Représentants.

SESSION DE 1849-1850.

## COMMISSION DES PÉTITIONS.

### FEUILLETON N° 1.

M. TOUSSAINT, 1<sup>er</sup> rapporteur.

- | Numéros<br>du<br>Feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 1.                           | 4825.                                    | <p>Par pétition datée de Bruxelles, le 4 juillet 1849,</p> <p>Le sieur Huybrecht, fondé de pouvoirs de la famille de Pouillon, demande une loi qui déclare déchu de tous droits ou prétentions aux sommes antérieurement consignées dans la caisse du ci-devant grand conseil de Malines, dans celle du depositaire général en Hainaut et dans celle du magistrat de Gand, les tiers qui n'adresseraient pas leurs réclamations à qui de droit dans le délai de 3 mois à partir de la publication de la loi. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances, avec demande d'explications.</p> |
| 2.                           | 4835.                                    | <p>Par pétition datée de Hasselt, le 10 novembre 1849,</p> <p>Le sieur Heenen, commissaire de police à Hasselt, demandé une indemnité ou un traitement en rapport avec le surcroît de travail que lui donnent ses fonctions de ministère public près le tribunal de simple police. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</p>   |
| 5.                           | 4854.                                    | <p>Par pétition datée de Tongres, le 10 novembre 1849,</p> <p>Le commissaire de police de la ville de Tongres demande que le caractère de commissaire de police de canton soit attribué aux commissaires remplissant les fonctions de ministère public cantonal et qu'on accorde à ces magistrats une indemnité sur le fonds des amendes perçues dans le canton.</p> <p>Même demande du commissaire de police de Saint-Trond. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</p>  |

- |          | Numéros<br>du<br>Feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|----------|------------------------------|--|--|
| [N° 23.] | 4.                           | 4842.                                    | <p>Par pétition datée de Leuze, le 15 novembre 1849,</p> <p>Les commissaires de police de Tournay, Lessines, Ath. Peruwelz et Leuze, remplissant les fonctions de ministère public près les tribunaux de simple police, prient la Chambre d'améliorer leur position.</p> <p>Même demande du sieur Kannegiesser, commissaire de police de Verviers et de plusieurs commissaires de police de l'arrondissement judiciaire de Termonde. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</p> |
|          | 5.                           | 4853.                                    | <p>Par pétition datée de Namur, le 20 novembre 1849,</p> <p>Le sieur De Maiffe, commissaire de police à Namur, demande que les commissaires de police remplissant les fonctions de ministère public près le tribunal de simple police reçoivent une augmentation de traitement ou une indemnité à prélever sur le montant des amendes prononcées en simple police. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</p>   |
|          | 6.                           | 4862.                                    | <p>Par pétition datée de Cruyshautem, le 21 novembre 1849,</p> <p>Le commissaire de police de la commune de Cruyshautem demande que sa juridiction soit étendue à toutes les communes du canton et qu'il lui soit accordé une indemnité pour le surcroît de travail que lui occasionnent ses fonctions de ministère public près le tribunal de simple police. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</p>  |
|          | 7.                           | 4873.                                    | <p>Par pétition datée d'Alost, le 28 novembre 1849,</p> <p>Le sieur Vandevoorde, commissaire de police de la ville d'Alost, demande une indemnité du chef des fonctions de ministère public qu'il remplit près le tribunal de simple police.</p> <p>Même demande des commissaires de police de St-Josse-ten-Noode, Molenbeek-St-Jean, Ixelles et Nieupoort. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la Justice.</p>  |
|          | 8.                           | 4872.                                    | <p>Par pétition datée de Turnhout, le 27 novembre 1849,</p> <p>Le sieur Van Bouwel, commissaire de police à Turnhout, demande que sa juridiction soit étendue à toutes les communes du canton et qu'il lui soit accordé une indemnité du chef du surcroît de travail que lui occasionnent ses fonctions de ministère public près le tribunal de simple police. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</p>   |
|          | 9.                           | 4885.                                    | <p>Par pétition sans date,</p> <p>Le sieur Peeters prie la Chambre de s'occuper d'une loi qui réorganise le notariat. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</p>  |

10. 4889. Par pétition datée d'Arlon, le 1<sup>er</sup> décembre 1849,  
Le sieur Pierson réclame l'intervention de la Chambre pour connaître les motifs du rejet de sa soumission pour la fourniture de l'entretien des détenus dans la prison civile et militaire d'Arlon, et dans les maisons de passage de l'arrondissement judiciaire de ce nom. — Concl. — Ordre du jour.
11. 4665. Par pétition datée de Mons, le 1<sup>er</sup> septembre 1849,  
La députation permanente du conseil provincial du Hainaut prie la Chambre de statuer sur sa demande tendant à ce qu'il soit alloué à cette province un subside extraordinaire pour aider les communes les plus nécessiteuses à payer les frais d'entretien de leurs mendiants au dépôt de mendicité de Mons. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
12. 4889. Par pétition datée de Bruxelles, le 22 novembre 1849,  
Le sieur Dickschen demande exemption du droit sur le sel qu'il emploie dans la préparation des billes que le Département des Travaux Publics a soumis à son procédé pour la conservation du bois. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
- M. DE PERCEVAL, 2<sup>e</sup> rapporteur.
13. 4857. Par pétition datée de Saint-Trond, le 29 octobre 1849,  
Le sieur Lemoine réclame l'intervention de la Chambre pour qu'il soit donné suite à sa plainte à charge d'un commissaire de police. — Concl. — Ordre du jour.
14. 4852. Par pétition datée d'Ostende, le 17 novembre 1849,  
Le sieur Raymond demande qu'il soit interdit à l'agent des bateaux à vapeur belges, à Ostende, d'exercer l'état de négociant, commissionnaire ou courtier de navires en douane. — Concl. — Ordre du jour.
15. 4869. Par pétition datée de Bruxelles, le 26 novembre 1849,  
Le sieur André, cabaretier à Bruxelles, demande remise des amendes auxquelles il a été condamné pour contraventions de police. — Concl. — Ordre du jour.
16. 4851. Par pétition datée de Lavacherie, le 5 novembre 1849.  
Plusieurs habitants de Lavacherie demandent l'exécution d'un chemin de fer de Bruxelles à Arlon.  
Même demande de quelques habitants de Libin et de Bras. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

- |          | Numéros<br>du<br>Feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|----------|------------------------------|--|--|
| [N° 25.] | 17.                          | 4859.                                    | Par pétition datée de Bruxelles, le 12 juillet 1849.<br>Le sieur Levecq, ancien soldat, demande à être décoré de l'ordre de Léopold, pour s'être signalé dans un fait d'armes en 1851. — Concl. — Ordre du jour.   |
|          | 18.                          | 4838.                                    | Par pétition datée de Gand, le 3 octobre 1849.<br>Le sieur Desmons, marchand quincaillier à Gand, demande exemption du droit d'enregistrement auquel se trouve assujettie la naturalisation ordinaire qui lui a été conférée. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.  |
|          | 19.                          | 4845.                                    | Par pétition du mois de novembre 1849.<br>Les administrations communales de Philippeville, Jamiolles, Jamagne et Yves-Gomezée réclament l'intervention de la Chambre pour que l'administration du chemin de fer d'Entre-Sambre-et-Meuse, ne donne pas suite à son projet d'arrêter prochainement l'exploitation de cette voie, demandent l'exécution de la loi et de la convention du 6 juin 1848 relatifs à l'exécution des travaux de ce chemin de fer, et présentent des observations sur des réclamations formulées par la compagnie concessionnaire.<br>Même demande de plusieurs administrations communales dans l'arrondissement de Philippeville. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics, avec demande d'explications. |
|          | 20.                          | 4867.                                    | Par pétition datée de Bruxelles, le 21 novembre 1849,<br>Le sieur Benoît, ancien militaire, demande une augmentation de pension. — Concl. — Ordre du jour.   |
|          | 21.                          | 4874.                                    | Par pétition datée de Hasselt, le 28 novembre 1849,<br>Le sieur Tits demande qu'il soit interdit à un vérificateur de 2 <sup>e</sup> classe de l'enregistrement et des domaines à St-Trond, de cumuler ses fonctions avec celles d'agent d'une compagnie d'assurances générales contre les risques d'incendie et sur la vie. — Concl. — Ordre du jour.   |
|          | 22.                          | 4881.                                    | Par pétition datée de Valansart, le 28 novembre 1849,<br>Le sieur Guillaume Francken, employé de douanes à Valansart, prie la Chambre de lui faire délivrer une expédition de son acte de naturalisation, afin qu'il puisse remplir les formalités prescrites par la loi du 27 septembre 1835. — Concl. — Ordre du jour.   |
|          | 25.                          | 4852.                                    | Par pétition datée de Mariembourg, le 5 juillet 1849,<br>Les membres de l'administration communale de Mariembourg réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir le maintien des fortifications de cette place et d'une garnison. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.  |

24. 4880. Par pétition datée de Namur, le 28 novembre 1849,  
Un grand nombre d'habitants de Namur demandent que la garnison de cette ville soit augmentée. — Concl. —  
Ordre du jour.
25. 4887. Par pétition datée de Mons, le 22 juillet 1849,  
Le conseil provincial du Hainaut, demande que la loi sur l'instruction primaire soit modifiée de manière que les provinces se trouvent affranchies de l'obligation de contribuer aux frais de cet enseignement. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion des modifications à apporter à l'instruction primaire.
26. 4841. Par pétition datée de Bruxelles, le 23 juin 1849,  
Le sieur Carton de Villeroit, lieutenant-colonel pensionné, demande une récompense pour les services qu'il a rendus à la cause de l'indépendance nationale. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
27. 4846. Par pétition datée de Courtrai, le 10 novembre 1849,  
Le sieur Henry, géomètre du cadastre à Courtrai, demande remise du droit d'enregistrement auquel se trouve assujettie la naturalisation ordinaire qui lui a été accordée. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
28. 4836. Par pétition datée de Musson, le 9 juillet 1849,  
Le sieur Lenert, à Musson, se plaint de ce que le bourgmestre de cette commune vend les affouages sans en rendre compte. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. ALLARD, 3<sup>e</sup> rapporteur.

29. 4884. Par pétition datée de Gand, le 2 décembre 1849,  
Le sieur Baroy réclame l'intervention de la Chambre pour être admis à rentrer avec son grade de caporal dans la 3<sup>e</sup> compagnie sédentaire ou pour obtenir une récompense militaire. — Concl. — Ordre du jour.
50. 4849. Par pétition datée de Mons, le 18 novembre 1849,  
Le sieur Laurent demande que les employés préposés à la garde du chemin de fer soient armés de mousquetons ou de pistolets et qu'une récompense et le secret soient promis à celui qui fera connaître le coupable de l'attentat commis sur le garde Sarrazin. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

- | [N° 23.] | Numéros<br>du<br>Feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |   |
|----------|------------------------------|--|---|
|          | 51.                          | 4870.                                    | Par pétition datée de Gand, le 27 novembre 1849,<br>Le sieur Pycke prie la Chambre de lui accorder une<br>pension ou un secours. — Concl. — Ordre du jour.  |
|          | 52.                          | 4855.                                    | Par pétition datée de Bruxelles, le 15 novembre 1849,<br>Le sieur Darrien, ancien militaire congédié pour infirmités<br>contractées au service, demande une pension. — Concl.<br>— Ordre du jour.   |
|          | 53.                          | 4850.                                    | Par pétition datée de Bruxelles, en novembre 1849,<br>Le sieur Bocoup, ancien employé des douanes et accises,<br>prie la Chambre de lui faire obtenir une augmentation de<br>pension. — Concl. — Ordre du jour.   |
|          | 54.                          | 4844.                                    | Par pétition datée de Wasmes, le 12 novembre 1849,<br>Le sieur Brogniez, ancien militaire pensionné pour<br>infirmités contractées au service, demande une augmenta-<br>tion de pension pour lui et pour d'autres militaires pen-<br>sionnés au même titre. — Concl. — Ordre du jour.   |
|          | 55.                          | 4058.                                    | Par pétition datée d'Oostvleteren, le 17 novembre 1849,<br>Le sieur Samyn, ancien préposé des douanes, demande<br>une augmentation de pension. — Concl. — Ordre du jour.  |
|          | 56.                          | 4865.                                    | Par pétition datée d'Ypres, le 22 novembre 1849,<br>Le sieur Debloek prie la Chambre de lui désigner un<br>conseil de recensement devant lequel il soit admis à faire<br>valoir ses motifs d'exemption du service de la garde<br>civique. — Concl. — Ordre du jour.   |
|          | 57.                          | 4876.                                    | Par pétition datée de Forêt, le 29 novembre 1849,<br>La veuve Pirkin réclame l'intervention de la Chambre<br>pour obtenir le remboursement de la contribution foncière<br>imposée sur une parcelle de terrain qu'elle a cédée à l'État.<br>Concl. — Ordre du jour.  |
|          | 58.                          | 4455.                                    | Par pétition datée de Mons, le 19 novembre 1849,<br>L'administration communale de Mons prie la Chambre<br>d'adopter une disposition qui mette à la charge de l'État la<br>dépense des transports militaires. — Concl. — Renvoi à<br>M. le Ministre de la Guerre.  |
|          | 59.                          | 4153.                                    | Par pétition datée de Mons, le 19 octobre 1849,<br>La députation permanente du conseil provincial du Hai-<br>naut prie la Chambre de prendre une décision sur le diffé-<br>rend existant entre le Gouvernement et la province de<br>Hainaut, au sujet du traitement des secrétaires des commis-<br>sions administratives des prisons. — Concl. — Renvoi à<br>M. le Ministre de la Justice, avec demande d'explications. |

40. 4890. \* Par pétition datée de Jodoigne, le 5 décembre 1849,  
Le sieur Falkembergh demande l'établissement d'une  
caisse de retraite en faveur des secrétaires communaux. —  
Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
41. 4878. Par pétition datée de Harelbeke, le 29 novembre 1849.  
Le sieur Catteeuw demande une modification à l'art. 156  
de la loi communale relatif aux réclamations contre la  
répartition de l'abonnement. — Concl. — Renvoi à M. le  
Ministre de l'Intérieur.
42. 4865. Par pétition en date du 23 octobre 1849,  
Plusieurs habitants du canton de Wellin demandent la  
construction d'un chemin de fer destiné à relier le Luxem-  
bourg aux autres provinces de la Belgique. — Concl. —  
Dépôt au bureau des renseignements.
43. 4858. Par pétition datée de Peruwelz, le 4 octobre 1849,  
Le sieur de Grignart, brigadier des douanes pensionné,  
réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la  
révision de sa pension. — Concl. — Ordre du jour.
44. 4840. Par pétition datée d'Aubange, en juillet 1849,  
Les membres du conseil communal d'Aubange deman-  
dent que le chef-lieu du canton de Messancy soit transféré  
à Aubange. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la  
Justice.
45. 4854. Par pétition datée d'Oplabeek, le 20 octobre 1849,  
Le sieur Opdebeck, ancien préposé des douanes, réclame  
l'intervention de la Chambre pour obtenir la révision de sa  
pension. — Concl. — Ordre du jour.
46. 4855. Par pétition datée de Charneux, le 18 juillet 1849,  
Quelques habitants de Charneux, section de la commune  
de Harsin, demandent que leur section soit réunie à la  
commune de Roy. — Concl. — Ordre du jour.
47. 4851. Par pétition datée d'Ypres, le 19 septembre 1849,  
Le sieur Le Clereq prie la Chambre d'accorder au Dépar-  
tement de la Guerre un crédit supplémentaire destiné au  
paiement de la gratification arriérée dite de *Waterloo*.  
Même demande du sieur Breyne. — Concl. — Ordre du  
jour.
48. 4825. Par pétition datée de Spontin, le 1<sup>er</sup> juillet 1849,  
Les membres de l'administration communale et plusieurs  
autres habitants de Spontin, demandent la séparation des  
sections de Spontin et de Durnal. — Concl. — Renvoi à  
M. le Ministre de l'Intérieur.

	Numéros du Feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
[N° 23.]	49.	4057.	Par pétition datée de Roulers, le 4 novembre 1849. Le sieur Missotten, ancien maréchal-des-logis de la gendarmerie, prie la Chambre de lui faire obtenir une augmentation de pension. — Concl. — Ordre du jour.
	50.	4820.	Par pétition datée d'Ixelles, le 2 juillet 1849, L'administration communale d'Ixelles réclame l'inter- vention de la Chambre pour qu'il soit mis une fin aux difficultés survenues entre l'État et la société du Luxem- bourg. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

---